

# «Va falloir y songer» : Macron tempore sur sa candidature à l'élection présidentielle

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 16:55,

Mis à jour hier à 16:59



Le président Emmanuel Macron, après sa réunion avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, le 8 février 2022. GLEB GARANICH / REUTERS

**Pas encore officiellement candidat, le président de la République actuellement à Kiev met en avant l'actualité internationale et veut attendre le «bon moment».**

«*Va falloir y songer à un moment*» : c'est avec une boutade qu'Emmanuel Macron a botté en touche ce mardi 8 février sur la date de sa candidature, lors d'un échange avec des journalistes à bord de son avion entre Moscou et Kiev.

La crise internationale «*prend plus de la moitié de mon temps, voire l'essentiel ces derniers jours*», a déclaré le président qui joue les médiateurs entre la Russie et l'Ukraine. En se plaçant donc très loin de la campagne présidentielle en France, à seulement deux mois du premier tour. «*Là sur cette question il y a une tension suffisamment forte (...), il ne faut pas faire de choses intempestives, il faut les faire au bon moment*», a-t-il ajouté en souriant. Des remarques effectuées après avoir rencontré son homologue russe Vladimir Poutine lundi et avant son rendez-vous avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky mardi, lors d'un échange où il commentait ses efforts diplomatiques.

**À VOIR AUSSI** - Présidentielles: comment les présidents sortants ont annoncé leurs candidatures ?

En montrant qu'il privilégie son rôle de diplomate en chef, Emmanuel Macron se place ainsi au-dessus de ses rivaux, contraints d'attendre son entrée en lice pour 2022. «*Je n'ai pas d'états d'âme*», a-t-il insisté, en soulignant les conséquences qu'auraient sur les autres pays, dont la France, le déclenchement d'un conflit entre Russes et Ukrainiens. Cette grande tournée internationale, peut-être la dernière du quinquennat, devait se terminer mardi soir à Berlin, où Emmanuel Macron devait faire le point sur le dossier russo-ukrainien avec le chancelier allemand Olaf Scholz et le président polonais Andrzej Duda.